

GAAT et l'UJAT déclenchent des audiences de plaidoirie gratuite



Une série d'audiences de plaidoirie gratuite vient de démarrer au Togo. Une initiative de l'Association Global Alumni Association of Togo (GAAT) en partenariat avec l'Union des Jeunes Avocats du Togo (UJAT). Le projet est soutenu financièrement par l'Ambassade des Etats Unis. L'audience inaugurale s'est tenue vendredi au tribunal de Lomé. Environ 15 dossiers ont été délibérés.

Cette activité s'inscrit dans le cadre d'un projet visant à contribuer au désengorgement des prisons en ce temps de crise sanitaire.

Elle est menée en faveur des détenus vulnérables, accusés

d'une ou plusieurs crimes, qui n'ont pas les moyens nécessaires leur permettant de se faire écouter. Le programme couvre les régions maritimes et des plateaux.

Il a été défini les modalités de l'exécution dudit projet. C'est donc grâce à cette mobilisation que l'audience des accusés a été programmée.

« Ensemble, nous sommes parvenus à arrêter des programmes d'audiences qui vont couvrir les régions maritimes et des plateaux. Aujourd'hui c'est l'audience inaugurale. Après, le cap sera sur Aného, Kpalimé, Atakpamé sur toutes les autres juridictions des régions maritimes et des plateaux pour cette année », a indiqué Me Pascal Espoir Dusi, avocat à la cour.

Vu les résultats des travaux entamés, le président de l'UJAT pense également que l'objectif poursuivi est plus ou moins atteint. La séance inaugurale a permis à des détenus impliqués d'avoir un verdict plus ou moins favorable.

Pour sa part, Carmen Délia Diabangouaya, trésorière adjointe du GAAT apporte plus de précision sur l'initiative.

« Ce programme dénommé "le Probono" qui est l'aide juridictionnel est très répandu aux USA. Notre association qui regroupe les anciens boursiers des programmes des Etats-Unis a décidé de répliquer l'expérience et donner l'opportunité aux togolais de pratiquer l'aide juridictionnel », a expliqué Mme Diabangouaya.

Pour mieux faire connaître le système « Probono » au Togo, les acteurs annoncent des conférences qui se tiendront bientôt aux Universités officielles du Togo (Lomé, Kara) et des émissions.

La chargée de programme à l'ambassade des USA, Josita Ekouevi a expliqué pour sa part que sa chancellerie est résolue à accompagner le gouvernement pour renforcer l'état de droit.

Le programme en question se situe dans ce créneau et devra aider les détenus qui sont dans une situation de détention préventive.